

## **JEUDI DE L'HEMICYCLE – LES ENTREPRISE DE TRAVAIL ADAPTÉ**

### **Matinée présentée par la FEBRAP**

---

#### **Conclusions de M. Paul Hermant**

Ce matin, en traversant la ville pour venir vous rejoindre – à pied, je précise, je suis un marcheur urbain – je me disais que lorsque le politique circule pour le moment, il y a décidément beaucoup de pales d'hélicoptères et de sirènes partout. Tandis que lorsque l'on arrive ici, un de ces lieux où le politique se fait et s'ordonne, tout devient subitement calme. J'en conclus que nous sommes alors dans l'œil du cyclone là où les pales des hélicoptères ne nous atteignent pas. Pas encore. Respirons.

Bonjour, je suis chargé des conclusions de cette matinée et je dois vous dire avant de commencer que j'ai l'habitude d'écrire des conclusions non conclusives – elles ne concluent jamais rien – et elles sont en plus assez souvent non concluantes, je veux dire qu'il n'est pas tout à fait certain que vous retrouveriez vraiment la trace de ce qui a été dit ce matin. Mais bon, on verra. La conclusion non conclusive et non concluante est un petit métier que j'exerce d'ordinaire en fin de journée, au terme d'un bon huit heures d'interventions et d'échanges, à peu près au moment où chacun et chacune se souvient ordinairement qu'il y a un enfant à aller chercher à la crèche ou que les courses ne sont pas tout à fait finies pour les gens qu'on a invités en soirée. C'est un petit métier assez ingrat pour tout vous dire...

Bref, aujourd'hui, j'ai de la chance : il est midi et je peux vous tenir un peu plus aisément.

En début de journée, Benoît Ceysens, le président nous a fait un demi-vœu, je veux dire qu'il a baissé un peu la voix lorsqu'il a prononcé les mots « le monde d'après ». Ce sont des mots qui sont devenus difficiles à dire, on parle presque déjà d'un temps qui n'aura pas le temps. C'est comme dire « on a une guerre de retard »... mais elle est déjà là pourtant, on l'a suffisamment dit ce matin : les « interventions militaires spéciales » vont peser comme ont pesé les subprimes ou le Covid, dans une traversée où se maintenir à flot va tenir progressivement du miracle, c'est tout un système qui va bouger, et vous autres là, qui êtes dans les caves du système comme beaucoup d'autres *qui ont à voir* avec comment dire ... avec ce monde des

surnuméraires et des invisibilisés, il vous faudra endurer le sol qui tremble sous les pieds et expliquer en plus pourquoi il tremble aux personnes qui sont avec vous...

En vous écoutant ce matin retracer un peu l'histoire de ces ETA, - et à propos de la question que se posait Jean Wouters sur ce qu'on comprend lorsqu'en entend cet acronyme quand on est extérieur au secteur, eh bien je peux répondre que pour ma part j'y entends quelque chose d'un peu basque, mais ça ne regarde que moi, ETA – mais enfin en vous écoutant ce matin je me demandais : Comment en est-on passé des ateliers protégés au travail adapté ? Pourquoi n'est-ce pas les ateliers qui ont été adaptés et le travail protégé ? Comment donc en est-on passé de la protection à l'adaptation et comment alors - c'était l'objectif de notre rencontre d'aujourd'hui - retrouver un travail adapté qui soit protégé ? J'ai envie de dire, en regardant les députées et les députés, : un travail adapté qui soit *politiquement* protégé.

Si l'on se met d'accord sur ce que veut dire le mot « adapté », ce devrait être assez simple à faire. Parmi les multiples acceptions du mot, je vais en retenir quatre :

1. Adapter, c'est d'abord transposer, on adapte par exemple un roman pour en faire un film.
2. Adapter, c'est également ajuster ses ambitions en fonction de ce qui est, j'ai adapté mes rêves à la réalité, « Je me voulais événement. Je m'imaginai partition. J'étais gauche » écrivait le poète René Char.
3. Adapter, c'est aussi faire correspondre, voilà que le couvercle correspond à la boîte, c'est pratique, c'est merveilleux.
4. Adapter, enfin, c'est changer son comportement en fonction de circonstances nouvelles.

Si c'est cela l'adaptation, si elle concerne la faculté de bouger lorsque cela bouge et non pas l'idée de simplement « correspondre » comme un couvercle sur sa boîte ou faire la même chose autrement ou réduire ses ambitions, si adapter veut dire qu'il s'agit de tenir compte de circonstances nouvelles, alors le travail adapté, en fait, ce devrait être la règle générale.

Tout le travail devrait être adapté. Il ne devrait y avoir que du travail adapté, en fait. Adapté à l'état du monde, par exemple. Du travail adapté qui réponde aux nécessaires adaptations du travail à l'état du monde. Peut-être même à l'état du monde d'après...

Il y a quelques mois, un an, plus, je ne sais plus - nous sommes désormais habitués à vivre des heures qui sont des jours, des jours qui sont des semaines, des semaines des mois et des mois des années - il y a donc quelque temps, le Manifeste Travail, un livre écrit par une trentaine de chercheuses à travers le monde, a paru pour présenter les trois principes fondamentaux qui devraient, qui doivent, définir les objectifs de ce qu'est un emploi, ce sont ce que j'appelle les 3D : Dépolluer, Démarchandiser, Démocratiser, voilà comment devrait être le travail disait ce manifeste, voilà comment on devrait refuser qu'une transaction salariale qui n'aurait rien à voir avec ça, dépolluer, démarchandiser, démocratiser, s'appelle du travail. Car ce travail-là serait en dehors du monde, il mettrait ses travailleuses et ses travailleurs en dehors du monde. Et si on regarde bien, c'est plutôt cela qui se passe ordinairement, n'est-ce pas, dans le monde du travail... C'est pour cela que je dis que tout le travail, en fait, devrait être adapté.

« J'appelle travail », disait le philosophe Bernard Stiegler, « ce qui ne peut pas être robotisé, algorithmé ou délocalisé ». Ça ce n'est pas du travail, ce sont des tâches. Ce sont des tâches qui exercent des pressions intenses en termes de soumission et d'exclusion. Le travail ce n'est pas ça, ça ne devrait plus l'être. On devrait nommer travail ce qui, effectivement, est démocratisé – l'entreprise est un endroit où la démocratie n'entre pas, l'entreprise fait toujours partie de l'ancien régime -, ce qui se veut démarchandisé– sortir de cette logique de création de besoins et d'envies et se dire que l'achat est d'abord un échange – et ce qui est dépollué – effectuer des activités qui ne soient ni nocives ni toxiques à la planète et à l'humanité.

Dans cette citation, Stiegler a juste oublié une chose : de préciser que l'on devrait nommer travail aussi ce qui rend dignes celles et ceux qui l'exercent. Cette dignité, ce n'est pas seulement le fait d'avoir un travail – source de droits sociaux et aussi de reconnaissance sociale -, mais aussi que ce travail n'atteigne pas à la dignité des autres, vivants ou non vivants. La liste des emplois que fournissent les ETA et que j'ai consultée dans la brochure qui nous a été donnée à l'entrée, montre bien cela : il n'y a pas une seule activité, ou à peine, qui contrevienne à l'idée d'un travail qui s'emparerait frontalement de la situation que nous traversons et des différents enjeux que nous rencontrons. Sans travail, on se sent repoussé, sans respect de la société, a-t-on entendu dire Benoît Wauters dans une vidéo. Et c'est fondamental. De se dire cela. Et de savoir que ce respect tient aussi au fait qu'on contribue à réparer une société qui n'a tenu aucun compte des gens qu'elle avait contribué à casser.

Michel, notre jeune boulanger « roulé dans la farine » par ses patrons nous a expliqué tout à l'heure qu'il avait eu un parcours au moins aussi chaotique que la partie technique de notre journée, mais évidemment on comprend très vite à l'entendre que ce n'est pas lui qui a manqué l'école mais que c'est l'école qui l'a manqué. Lorsque l'école vous a raté et que le patron vous a grugé, il vous reste quoi, en vérité, sinon de chercher cette « deuxième famille » que l'on a évoquée tout à l'heure, une deuxième famille où les jeunes vieillissent a-t-on aussi appris et on ne sait pas s'il s'agit là d'une bonne ou d'une mauvaise nouvelle. Les coûts ne diminuent pas mais les forces de production oui, a dit Marie Dobbeleer.

J'ai une conviction assez forte, je pense que ce sont les personnes les plus faibles, les plus vulnérables, les plus blessées, qui peuvent représenter l'avenir du travail. Parce que mieux que personne sans doute elles connaissent les manques et sont obligées aux anticipations. Parce que, précisément, elles effectuent des activités et des tâches qui même lorsqu'elles sont productives se situent en dehors des marchés productivistes, mais qu'elles sont déjà dans une relocalisation du rapport au travail qui devient progressivement une nécessité socio-économique.

Et j'ai une autre conviction, c'est que la concurrence des pauvres est la dernière chose à faire.

La photo de Haren est venue en quelque sorte éclairer cela de manière, comment dire, spectaculaire. Et quel contraste n'est-ce pas avec ce qu'on nous a raconté de l'état des bâtiments des ETA. La prison de Haren est très exemplaire de cette absurdité dans laquelle nous acceptons de vivre, non seulement elle a réduit à néant une zone verte et de biodiversité bien utile en ces temps de canicules et d'îlots de chaleur, non seulement son béton a déjà impacté de façon considérable le bilan carbone de la Région Bruxelloise, mais voilà que la société recluse se veut aussi économiquement concurrentielle. La concurrence des pauvres est déjà insupportable, la concurrence des malheurs est simplement inacceptable. Et une concurrence des malheurs par nature non démocratique, je ne sais vraiment pas quoi en dire. J'ai signalé tout à l'heure que la démocratie s'arrêtait le plus souvent aux portes des entreprises, que dire alors de celles des prisons ?

Le président, en début de séance, nous disait qu'un récent rapport du Ciriec mettait en évidence que les ETA ne conduisaient pas à une concurrence déloyale par rapport aux entreprises sur le marché : notez que le contraire est plus courant, combien d'initiatives issues

d'un besoin social sont ainsi devenues intégrées à des marchés qui les regardaient auparavant de haut ? L'Europe devrait aussi se soucier de cela peut-être. Bruxelles aussi, pourquoi pas ? Si le marché prend l'emploi sans prendre les travailleurs, comme on l'a dit dans le tour des questions, qui est vraiment gagnant ? J'ai entendu des chiffres et vu des graphiques inquiétants. Et c'est avec ce mot que je vais sortir d'ici. Le mot inquiétude.

Finalement, à l'intérieur de ce lieu calme où se fait le politique, j'ai tout de même entendu des pales tourner et des sirènes hurler.

Paul Hermant, Jeudis de l'Hémicycle FEBRAP,

Parlement Bruxellois, 24 03 22